

Évolutions monétaires en Guyane au 30 septembre 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Conséquence d'une activité mondiale plus faible que prévue au premier semestre 2014, le Fonds monétaire international (FMI) a revu ses prévisions de croissance pour l'économie mondiale à la baisse, à 3,3 % pour cette année et à 3,8 % en projection pour 2015.

Le PIB en volume de la zone euro a augmenté de 0,2 % au troisième trimestre de l'année (variation trimestrielle). Cette évolution est conforme aux précédentes indications d'un ralentissement de la dynamique de croissance en zone euro. Ces éléments sont reflétés dans les projections macroéconomiques de décembre 2014 établies par les services de l'Euro système pour la zone euro, qui prévoient une hausse du PIB annuel en volume de 0,8% en 2014, de 1,0% en 2015 et de 1,5% en 2016.

Lors de sa réunion du 4 décembre 2014, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 0,05 %, 0,30 % et - 0,20 %. Par ailleurs, s'agissant des mesures non conventionnelles de politique monétaire, la BCE a débuté courant octobre ses achats d'obligations sécurisées (*covered bonds*) et courant novembre les achats de titres adossés à des actifs (*asset-backed securities*).

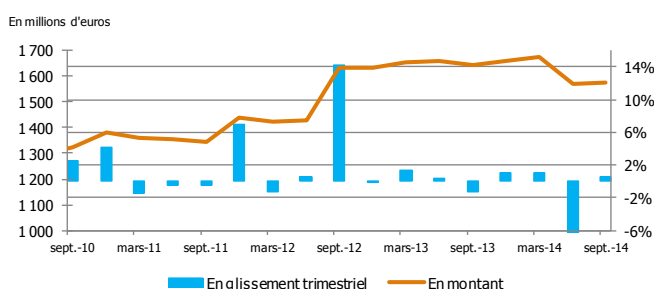
Ces programmes d'achats dureront au moins deux ans. Par ailleurs, la deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (*targeted longer-term refinancing operations* ou TLTRO) sera lancée courant décembre, suivie de six autres opérations de ce type jusqu'en juin 2016. Ces mesures visent à rapprocher le bilan de la BCE des dimensions qu'il affichait début 2012. Lors de la conférence de presse qu'il a tenue à l'issue du Conseil, Mario Draghi, Président de la BCE a notamment indiqué que « S'il devenait nécessaire d'accentuer la réponse aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation, le Conseil des gouverneurs continue d'affirmer unanimement son engagement à recourir à des instruments non conventionnels supplémentaires dans le cadre de son mandat. Cela impliquerait de modifier en début d'année prochaine l'ampleur, le rythme et le contenu de nos mesures. En réponse à la demande du Conseil des gouverneurs, les services de la BCE et les comités compétents de l'Eurosystème ont accéléré les préparatifs techniques en vue de nouvelles mesures qui pourraient, le cas échéant, être mises en œuvre en temps voulu. Toutes nos mesures de politique monétaire ont pour objet de soutenir l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme, conformément à notre objectif de maintenir l'inflation à des taux inférieurs à, mais proches de 2 %, et contribuent à ramener les taux d'inflation à ce niveau. »

UNE ACTIVITÉ BANCAIRE EN DEMI-TEINTE

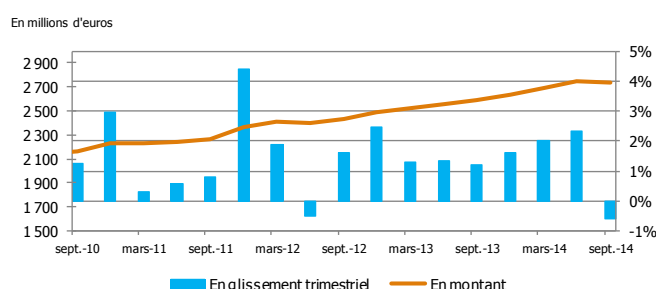
L'activité de financement de l'économie est en légère baisse de 0,6 % (soit -16,1 M€) sur le troisième trimestre de l'année. L'encours sain de crédits s'établit désormais à 2 733,8 M€. Le dernier tassement de l'activité remonte au deuxième trimestre 2012 lorsque l'encours de crédits s'était alors contracté de 0,5 %. Cette évolution observée en septembre 2014 est imputable à la réduction des concours bancaires consentis aux entreprises (-0,8 %, soit -11,9 M€) et aux « autres agents¹ » (-25,6 %, soit -19,1 M€). En revanche, les ménages et les collectivités locales voient leur encours progresser de 1,2 % (respectivement +10,3 M€ et +4,5 M€). Malgré une distribution de crédits en retrait à fin septembre 2014, celle-ci reste néanmoins favorable sur un an (+5,5 %, soit +141,8 M€).

Les actifs financiers enregistrent une légère croissance ce trimestre (+0,5 %, soit +8,3 M€), après un recul au trimestre précédent. Cette hausse porte le montant des actifs financiers de la place à 1 575,9 M€. L'épargne des entreprises contribue largement à cette augmentation, alors que les ménages et les collectivités locales enregistrent respectivement une stagnation et une diminution de leurs actifs.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



¹ Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT CONTRASTÉE

Légère baisse des encours de crédits aux entreprises

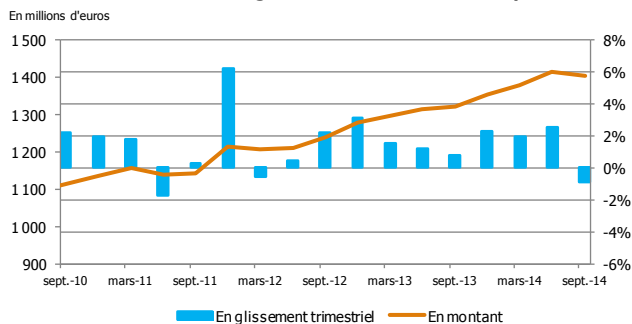
Les **concours sains des crédits aux entreprises** sont en baisse ce trimestre de 0,8 % (-11,9 M€) portant le total des encours des sociétés non financières à 1 403,6 M€. En revanche, ils sont en hausse de 6,1 % sur un an, soit +80,5 M€ entre septembre 2013 et septembre 2014.

Les **crédits d'investissement** diminuent de 1,5 % (-6,6 M€) à 432,5 M€ sous l'effet d'une baisse importante de l'encours de crédit-bail (-14,0 %, soit -15,5 M€). Les crédits à l'équipement continuent en revanche leur progression avec une augmentation de 2,7 % sur le trimestre, soit 8,8 M€. L'investissement des entreprises est bien orienté en rythme annuel avec une croissance de 10,5 % des crédits à l'équipement.

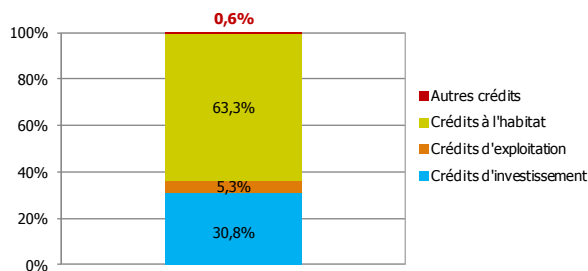
Les **crédits à l'habitat** affichent une fois de plus une hausse de 1,8 % (+15,4 M€) portant ainsi l'encours à 888,4 M€ à fin septembre. Sur un an, les crédits immobiliers augmentent de 8,2 %, soit un rythme annuel supérieur au taux de croissance annuel moyen observé sur les cinq dernières années (+6,5 %).

Après la hausse du trimestre précédent, les **crédits d'exploitation** se contractent ce trimestre (-22,1 %, soit -21,0 M€). Cette dégradation s'explique essentiellement par la forte diminution des comptes ordinaires débiteurs (39,3 %, soit -18,3 M€). Dans une moindre mesure, la baisse des crédits de trésorerie (-8,7 %, soit -2,8 M€) a également participé au recul global du financement à court terme.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



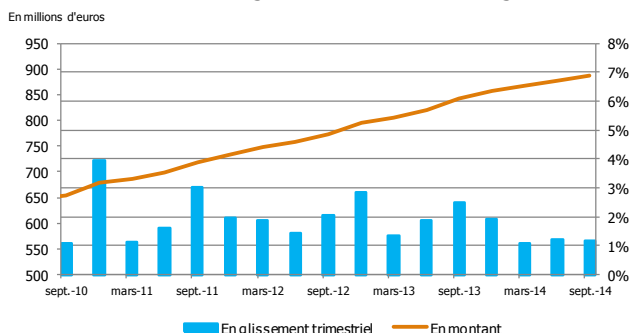
Progression continue des crédits aux ménages

La croissance des **crédits aux ménages** se maintient avec une hausse trimestrielle de 1,2 % (+10,3 M€), portant l'encours sain à 887,6 M€ (+5,5 % sur un an). Cette évolution provient essentiellement de la progression des **crédits à l'habitat** (+1,2 %, soit +8,6 M€). Ces derniers, en hausse de 6,2 % sur un an, représentent 80,6 % de l'encours des ménages.

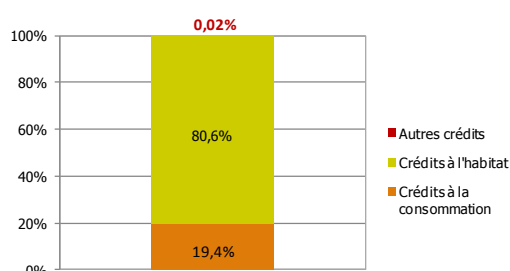
Les encours de **crédits à la consommation** augmentent (+1,0 %, soit +1,7 M€), en particulier grâce aux crédits de trésorerie qui progressent de 1,4 % (+2,0 M€).

Les comptes ordinaires créditeurs et le crédit-bail sont restés relativement stables au cours du troisième trimestre.

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Le financement des collectivités locales repart à la hausse

Après une tendance à la baisse depuis septembre 2013, les **encours de crédit aux collectivités** repartent à la hausse à fin septembre 2014 (+1,2 %, soit +4,5 M€) pour atteindre 386,7 M€.

Baisse des flux financiers des autres agents

La hausse importante au trimestre précédent des encours de **crédits des autres agents**, résultant d'une opération exceptionnelle en lien avec un établissement public, est suivie d'une baisse de 25,6 % (-19,1 M€) pour atteindre un encours de 55,6 M€ à fin septembre.

Légère augmentation du niveau de sinistralité

Le trimestre précédent avait été marqué par une baisse du montant des **créances douteuses brutes** des ECIL². Au cours du troisième trimestre celui-ci a augmenté de 3,7 % (+3,3 M€) pour atteindre 94,3 M€. Parallèlement, **les provisions** des ECIL ont diminué de 1,6 %, soit -1,0 M€.

Rapporté à la baisse des encours de crédits, le risque de contrepartie s'inscrit finalement en légère progression. Le **taux de créances douteuses** des ECIL passe ainsi de 3,6 % à 3,8 %. Le **taux de provisionnement** des établissements implantés localement diminue de 67,1 % à 63,7 %.

LÉGER REBOND DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours des **actifs financiers** de la place guyanaise s'élève désormais à 1 575,9 M€, en hausse de 0,5 % (soit +8,3 M€) sur le troisième trimestre 2014. Sur un an, les actifs financiers sont en baisse de 4,0 %.

Ce léger rebond s'explique par la progression des **placements liquides ou à court terme** (+1,6 %), en particulier celle des comptes d'épargne à régime spécial dont l'encours a augmenté de 2,5 % (+8,9 M€). C'est notamment le niveau élevé de collecte des livrets A et Bleus (+5,1 %, soit +9,5 M€) qui a favorisé cette croissance des dépôts.

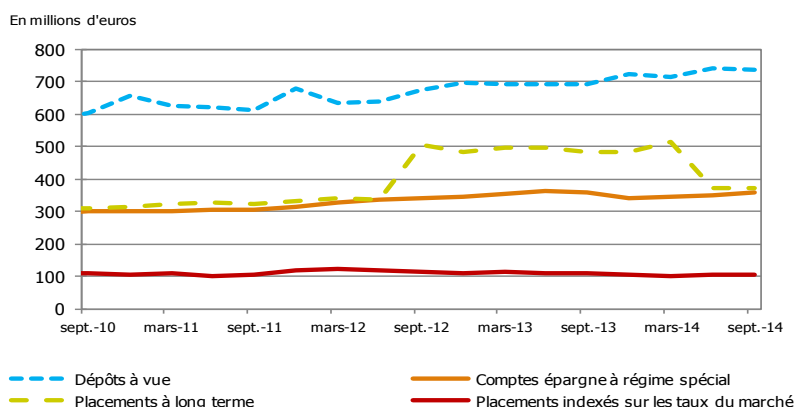
L'évolution d'ensemble est également liée à la hausse des **placements à long terme** (+0,4 %, soit +1,4 M€), soutenue par l'augmentation des contrats d'assurance vie (+1,8 M€) et des OPCVM non monétaires (+1,0 M€).

Les dépôts à vue sont quant à eux stables à 739,3 M€ (contre 739,7 M€ au trimestre précédent).

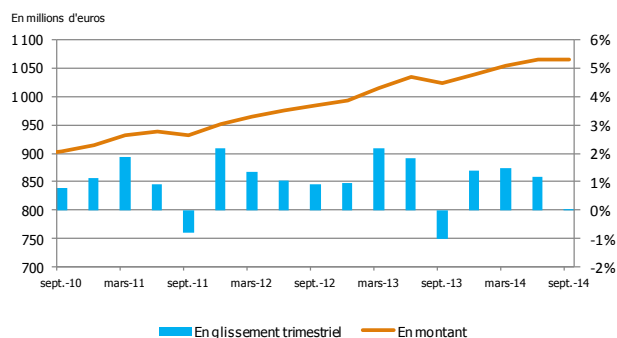
Stagnation de l'épargne des ménages

Le taux de croissance des **placements des ménages** stagne (+0,1 %) au cours du trimestre. Néanmoins sur un an, la collecte de l'épargne des ménages reste bien orientée avec une croissance de 4,1 % (+42,3 M€), pour atteindre un total de 1 065,8 M€, représentant 68 % de l'ensemble des actifs financiers des agents économiques.

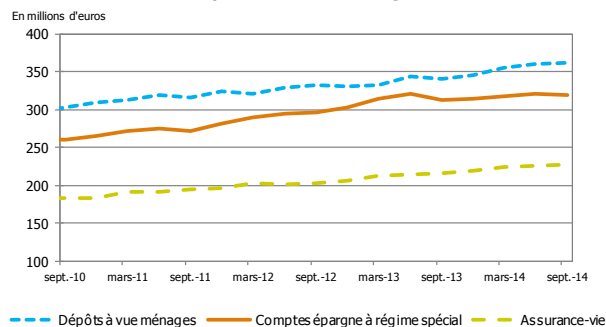
Evolution des principales composantes des actifs financiers



Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



² Etablissements de crédit installés localement.

L'augmentation des **dépôts à vue** compense la baisse des **placements liquides ou à court terme**, respectivement (+2,7 M€ et -3,0 M€). L'encours des comptes d'épargne à régime spécial des ménages recule ce trimestre en raison d'une décollecte élevée des livrets A et Bleus de 3,3 M€.

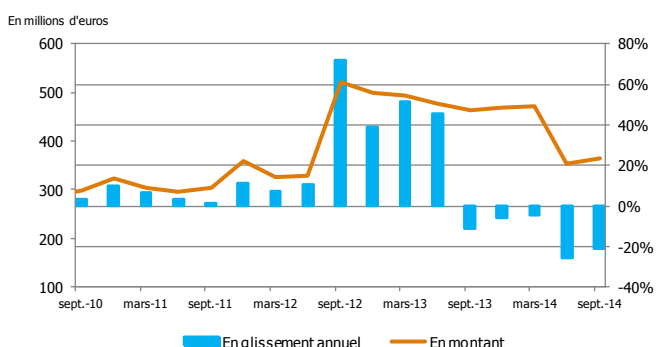
Le rythme de croissance des **placements à long terme** est stable sur le trimestre (+0,2 %).

Progression des actifs des entreprises

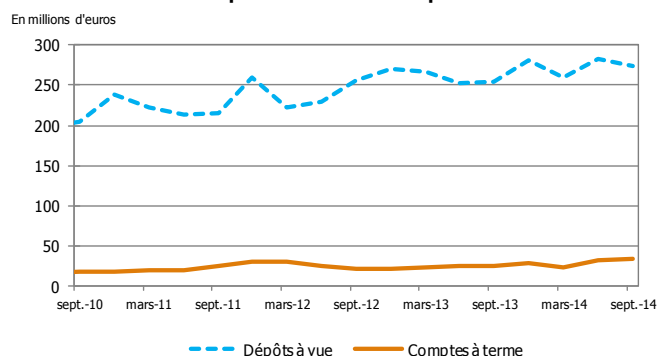
Les **actifs financiers des entreprises** enregistrent une croissance de 3,1 %, soit +10,9 M€ ce trimestre. En revanche sur un an les actifs financiers accusent une forte baisse de 21,3 %. Cette baisse en rythme annuel est à relativiser puisqu'elle est due à la suppression dans les livres d'un établissement de crédit de la place d'encours d'actions détenues au nom d'une contrepartie unique, intervenue en juin 2014. Si l'on exclut ce type de placement, les actifs financiers des entreprises augmentent de 8,6 %, soit +28,3 M€.

Les **placements liquides ou à court terme** des entreprises augmentent (+30,3 %, soit +19,5 M€) grâce au dynamisme des comptes d'épargne à régime spécial. Enfin, les **dépôts à vue** reculent ce trimestre de 2,8 % (-8,0 M€). Les **placements à long terme** sont en baisse de 9,6 %.

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



Baisse des actifs des autres agents

L'épargne des autres agents est en baisse de 2,1 % (-3,2 M€) ce trimestre, elle affiche un recul de 5,7 % sur un an, pour atteindre 146,0 M€ fin septembre. Les hausses des **dépôts à vue** (+4,8 M€) et des **placements à long terme** (+1,1 M€) n'ont pas pu contrebalancer la contraction des **placements liquides ou à court terme** (+21,0 %, soit -9,1 M€).

MÉTHODOLOGIE

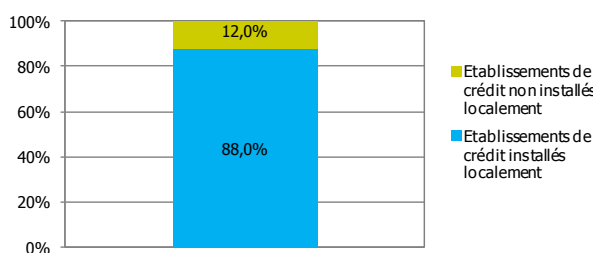
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

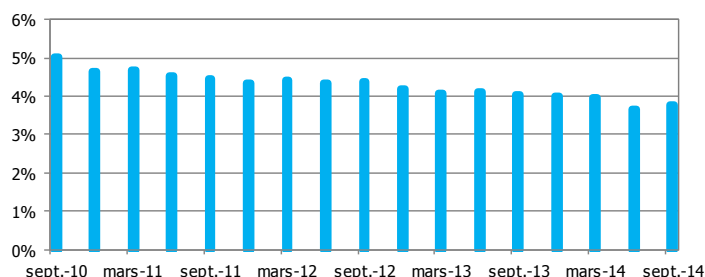
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	71,2	78,3	90,3	96,5	94,1	90,3	94,6	73,7	-22,1%	-23,6%
<i>Créances commerciales</i>	6,0	7,7	7,8	7,3	8,4	6,8	7,0	6,7	-4,4%	-8,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	34,5	32,4	30,8	32,6	34,4	32,4	31,9	29,1	-8,7%	-10,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	6,7	6,5	5,8	5,3	6,2	6,7	6,2	6,6	5,5%	24,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	24,5	33,5	44,7	49,2	42,0	43,1	46,7	28,4	-39,3%	-42,4%
<i>Affacturage</i>	6,2	4,7	7,0	7,3	9,3	8,0	9,0	9,5	5,0%	29,7%
Crédits d'investissement	353,7	366,8	371,8	397,6	409,3	424,5	439,2	432,5	-1,5%	8,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	286,2	295,9	281,8	305,0	314,5	316,2	328,2	337,0	2,7%	10,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	39,8	34,7	25,5	32,8	23,0	23,1	23,1	22,7	-1,8%	-30,8%
<i>Crédit-bail</i>	67,5	70,8	90,0	92,6	94,8	108,3	111,0	95,5	-14,0%	3,1%
Crédits à l'habitat	685,0	690,9	770,8	820,9	841,0	856,6	873,0	888,4	1,8%	8,2%
Autres crédits	4,8	5,3	6,0	8,1	9,5	9,0	8,7	9,0	3,6%	11,6%
Encours sain	1 114,8	1 141,3	1 238,9	1 323,1	1 353,8	1 380,4	1 415,5	1 403,6	-0,8%	6,1%
Ménages										
Crédits à la consommation	169,6	167,7	162,3	167,6	170,7	170,2	170,5	172,2	1,0%	2,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	147,1	138,6	134,4	140,5	144,9	143,4	143,6	145,6	1,4%	3,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	9,8	13,3	13,8	14,6	13,7	14,1	14,9	15,2	1,5%	3,8%
<i>Crédit-bail</i>	12,7	15,8	14,1	12,5	12,1	12,7	11,9	11,4	-4,5%	-8,6%
Crédits à l'habitat	483,8	551,5	611,2	674,0	687,0	696,8	706,9	715,5	1,2%	6,2%
Autres crédits	0,1	0,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,2	1,0%	28,7%
Encours sain	653,5	719,5	773,8	841,8	857,9	867,0	877,5	887,9	1,2%	5,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,7	0,7	0,9	6,9	0,7	4,8	5,0	4,5	-8,9%	-34,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0		6,1	0,0	4,0	4,0	4,0		-34,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,7	0,7	0,9	0,8	0,7	0,8	1,0	0,5	-46,1%	-35,9%
Crédits d'investissement	357,1	379,1	387,6	383,2	386,2	380,4	377,3	382,2	1,3%	-0,3%
<i>Crédits à l'équipement</i>	356,8	379,0	387,6	383,2	386,2	380,2	377,2	382,2	1,3%	-0,3%
Autres crédits	0,8	0,7	0,4	0,1						-100,0%
Encours sain	358,5	380,5	388,9	390,2	386,9	385,2	382,2	386,7	1,2%	-0,9%
Autres agents										
Encours sain	36,2	23,4	33,4	36,9	35,3	54,5	74,7	55,6	-25,6%	50,8%
TOTAL										
Encours sain	2 163,0	2 264,7	2 434,9	2 592,0	2 633,8	2 687,1	2 750,0	2 733,8	-0,6%	5,5%
<i>dont ECNIL</i>	317,3	320,9	338,9	332,7	334,6	335,0	344,0	328,2	-4,6%	-1,3%
Créances douteuses brutes	106,0	99,4	106,5	99,6	105,7	110,3	98,6	101,5	2,9%	1,9%
<i>dont ECIL</i>	97,3	90,8	95,8	95,2	95,8	97,5	91,0	94,3	3,7%	-0,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	40,9	37,3	43,1	35,7	42,8	46,2	36,9	41,0	11,2%	14,7%
<i>(dt) Entreprises</i>	24,9	28,2	32,8	24,8	25,2	25,4	19,4	23,9	22,9%	-3,6%
<i>(dt) Ménages</i>	10,6	8,8	10,0	10,7	12,3	12,7	14,4	14,3	-0,9%	34,1%
<i>Provisions</i>	65,1	62,2	63,3	63,9	62,9	64,1	61,8	60,5	-2,0%	-5,3%
Encours brut total	2 269,0	2 364,1	2 541,4	2 691,6	2 739,5	2 797,4	2 848,6	2 835,3	1,8%	5,3%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,7%	4,2%	4,2%	3,7%	3,9%	3,9%	3,5%	3,6%	0,1 pt	0,0 pt
<i>dont ECIL</i>	5,0%	4,5%	4,4%	4,0%	4,0%	4,0%	3,6%	3,8%	0,1 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	61,4%	62,5%	59,5%	64,1%	59,5%	58,1%	62,6%	59,6%	-3,0 pt	-0,1 pt
<i>dont ECIL</i>	66,8%	68,3%	65,8%	66,7%	65,3%	65,3%	67,1%	63,7%	-3,4 pt	0,0 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	sept-10	sept-11	sept-12	sept-13	déc-13	mars-14	juin-14	sept-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	297,9	302,8	520,1	462,4	469,9	471,1	353,2	364,1	3,1%	-21,3%
Dépôts à vue	204,9	214,6	255,7	253,8	280,5	259,3	282,1	274,1	-2,8%	8,0%
Placements liquides ou à court terme	85,9	80,7	89,4	76,0	61,8	58,5	64,4	83,9	30,3%	10,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	25,3	22,9	28,3	19,0	4,8	6,8	8,8	26,8	202,8%	41,0%
Placements indexés sur les taux de marché	60,6	57,8	61,2	57,0	57,0	51,7	55,6	57,2	2,9%	0,3%
<i>dont comptes à terme</i>	16,6	23,7	20,6	24,4	27,4	22,9	31,1	33,5	7,5%	37,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	43,0	23,4	32,3	28,3	25,3	24,4	22,1	21,4	-3,3%	-24,6%
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,0	10,7	8,3	4,3	4,3	4,3	2,4	2,4	0,0%	-45,3%
Epargne à long terme	7,2	7,5	175,0	132,7	127,6	153,4	6,7	6,0	-9,6%	-95,4%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,7	5,2	4,5	3,1	2,3	2,2	2,2	2,1	-2,0%	-31,2%
Ménages	903,3	931,7	983,9	1 023,4	1 037,5	1 053,0	1 065,2	1 065,8	0,1%	4,1%
Dépôts à vue	303,4	315,7	333,1	340,9	345,6	356,1	360,2	362,9	0,8%	6,4%
Placements liquides ou à court terme	297,1	302,2	325,2	338,6	342,3	343,1	347,7	344,7	-0,9%	1,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	260,8	272,8	296,8	312,9	315,1	317,7	321,6	319,7	-0,6%	2,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	83,0	86,6	98,4	92,3	90,3	90,3	91,3	93,9	2,8%	1,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	126,6	135,4	146,2	162,9	166,6	169,1	171,4	168,1	-1,9%	3,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,5	2,3	2,1	2,0	2,0	1,9	2,0	1,9	-3,4%	-3,4%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,0	7,4	6,9	6,2	6,1	5,4	5,4	5,3	-2,2%	-14,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,8	15,9	17,3	24,1	24,7	25,7	26,3	26,1	-0,8%	8,6%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	24,8	25,2	25,9	25,6	25,3	25,3	25,1	24,5	-2,6%	-4,5%
Placements indexés sur les taux de marché	36,3	29,4	28,4	25,7	27,2	25,4	26,2	24,9	-4,7%	-2,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	19,7	19,6	21,2	19,8	20,8	19,3	19,9	20,1	0,9%	1,5%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont OPCVM monétaires</i>	16,6	9,8	7,2	5,9	6,4	6,1	6,3	4,9	-22,5%	-17,2%
Epargne à long terme	302,8	313,8	325,6	343,9	349,6	353,7	357,3	358,2	0,2%	4,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	80,4	83,3	87,1	93,3	95,5	96,2	98,2	98,7	0,6%	5,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,9	5,7	5,4	5,2	5,2	5,2	5,0	4,7	-6,7%	-10,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	1,0	0,9	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	-6,9%	-5,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	15,8	15,3	18,2	17,8	18,6	18,3	18,0	17,1	-4,8%	-3,8%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	15,6	13,0	10,4	9,8	9,8	9,6	9,3	9,0	-3,0%	-8,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	184,2	195,4	203,6	217,0	219,8	223,7	226,1	228,0	0,8%	5,1%
Autres agents	122,4	111,6	130,2	154,8	151,3	153,1	149,2	146,0	-2,1%	-5,7%
Dépôts à vue	95,2	80,9	85,8	98,4	98,6	101,0	97,5	102,3	4,9%	3,9%
Placements liquides ou à court terme	25,6	27,1	41,3	51,3	44,5	44,8	43,3	34,2	-21,0%	-33,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	13,9	10,7	17,7	24,8	23,0	22,5	21,0	13,8	-34,4%	-44,6%
Placements indexés sur les taux de marché	11,7	16,4	23,7	26,5	21,4	22,4	22,4	20,5	-8,5%	-22,8%
<i>dont comptes à terme</i>	7,7	9,7	14,8	17,1	16,5	16,8	15,6	15,5	-0,6%	-9,4%
Epargne à long terme	1,6	3,6	3,0	5,1	8,2	7,2	8,4	9,5	13,5%	88,4%
Total actifs financiers	1 323,6	1 346,2	1 634,2	1 640,7	1 658,7	1 677,1	1 567,6	1 575,9	0,5%	-4,0%
Dépôts à vue	603,5	611,2	674,6	693,1	724,6	716,4	739,7	739,3	-0,1%	6,7%
Placements liquides ou à court terme	408,5	410,0	456,0	465,9	448,6	446,4	455,5	462,8	1,6%	-0,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	300,0	306,3	342,8	356,8	342,9	347,0	351,4	360,3	2,5%	1,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	94,0	94,6	112,3	112,9	109,0	108,6	108,0	108,5	0,5%	-3,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	154,7	160,9	178,3	186,0	175,7	180,0	184,5	194,0	5,1%	4,3%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,5	2,3	2,1	2,0	2,0	1,9	2,0	1,9	-3,4%	-3,5%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,0	7,4	6,9	6,2	6,1	5,4	5,4	5,3	-2,2%	-14,5%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,9	15,9	17,3	24,1	24,8	25,7	26,4	26,2	-0,8%	8,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	24,9	25,2	25,9	25,7	25,4	25,3	25,2	24,5	-2,6%	-4,6%
Placements indexés sur les taux de marché	108,6	103,7	113,2	109,2	105,7	99,4	104,1	102,6	-1,5%	-6,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	44,0	53,1	56,6	61,3	64,7	59,0	66,6	69,1	3,7%	12,7%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,0	10,7	8,3	4,3	4,3	4,3	2,4	2,4	0,0%	-45,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	63,6	39,9	48,4	43,6	36,7	36,1	35,1	31,2	-11,2%	-28,5%
Epargne à long terme	311,6	324,9	503,7	481,6	485,4	514,3	372,4	373,7	0,4%	-22,4%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	80,4	83,4	87,2	93,4	95,5	96,3	98,2	98,9	0,7%	5,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	5,9	5,7	5,4	5,2	5,2	5,2	5,0	4,7	-6,7%	-10,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,9	1,0	0,9	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	-6,9%	-7,9%
<i>dont actions</i>	11,3	11,5	177,6	136,2	132,4	158,4	11,3	11,3	0,4%	-91,7%
<i>dont obligations</i>	7,3	7,3	13,1	12,9	14,3	13,9	14,6	12,8	-12,4%	-1,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	21,6	20,6	16,0	16,1	17,5	16,1	16,4	17,4	6,0%	7,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	184,2	195,4	203,6	217,0	219,8	223,7	226,1	228,0	0,8%	5,1%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achievé d'imprimer : décembre 2014